

Procès Verbal

Conseil municipal du 17 juillet 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept juillet à 18 heures 30, le Conseil municipal de la Commune de Pont-de-Beauvoisin (Isère), dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Michel SERRANO, Maire.

Date de la convocation : 11 juillet 2025

Présents : Michel SERRANO, Michel GALLICE, Catherine ANGELIN, Eric PHILIPPE, Virginie GUILLET, Dominique GALLIER, Jean Claude VILLAIN, Jean-Yves MICOUD, Marie-Christine BOISSON, Sarah LADON, Jeff MILLON, Clément DUBOIS, Christian OSMAN, Dominique CHAIX, Patrick FORAY, Dominique BULARD, Bruno MOLLARD, Sandra DURAFFOURG, Olivier CHEVASSUT

Absents : Sylvie VANDER-BAUWHEDE (pouvoir à Michel GALLICE), Maryse GARON-GUINAUD (pouvoir à Eric PHILIPPE), Christian BUTET (pouvoir à Catherine ANGELIN), Karim SELMANE (pouvoir à Michel SERRANO), Mélanie MESSAOUDENE (pouvoir à Jeff MILLON), Emilie LECLERC (pouvoir à Marie-Christine BOISSON), Jean-Pierre BOHOREL (pouvoir à Jean Claude VILLAIN)

Désignation d'un secrétaire de séance : Catherine ANGELIN est désignée secrétaire de séance.

Approbation du procès-verbal du dernier Conseil municipal

Le procès-verbal du Conseil municipal en date du 10 avril 2025 est soumis à l'approbation du conseil municipal.

Débats : Clément DUBOIS souhaiterait que soient ajoutées dans le PV du Conseil Municipal, les 2 phrases suivantes qu'il a prononcées, après son discours et après la réponse du maire, dans le cadre du débat de la délibération n° 18/25 consacrée au Budget 2025 : *« je ne brigue pas la place de maire » et c'est une mauvaise idée que le maire se représente ».*

Monsieur le Maire dit que la première phrase peut être ajoutée, quant à la seconde il n'est pas certain de le faire. La légalité doit être vérifiée.

Monsieur le Maire souhaite poser une question à Clément DUBOIS.

A l'occasion du vote du Budget 2025, dans le cadre du débat de la délibération n° 18/25, Monsieur DUBOIS a demandé l'autorisation de lire un document, ce qui a été accepté. Ce document figure dans le compte rendu du Conseil Municipal du 10 avril. Or, si l'on consulte le compte rendu du Conseil Municipal de la commune de Chapelle de la Tour du 3 avril 2025 (qui s'est tenu 7 jours avant la séance de la commune), publié sur le site internet de cette commune (et il convie chacun à s'y rendre), on constate, avec surprise, que Guillaume SAGNES, conseiller municipal de la Chapelle de la Tour, a lu le même discours, contenant les mêmes phrases, les mêmes formules, les mêmes qualificatifs à quelques exceptions près.

Monsieur le Maire demande donc à Clément DUBOIS si son discours était un « copier/coller » de celui de Monsieur SAGNES.

Clément DUBOIS répond que ce n'est pas le cas.

Eric PHILIPPE confirme que les mentions sont pourtant similaires.

Monsieur le Maire lit alors les phrases du début du discours de l'un et de l'autre. Elles sont identiques. Il ne continue pas la comparaison car la suite est similaire.

Clément DUBOIS précise qu'il est copain avec Guillaume SAGNES et demande si celui-ci s'est plaint.

Patrick FORAY dit qu'il ne comprend rien à ce débat et se demande ce que cela change.

Monsieur le Maire répond que les rares phrases qui ont été modifiées par Monsieur DUBOIS, sont hélas truffées d'erreurs et de maladresses, ce qui a pour effet de véhiculer de fausses informations sur la commune. Et il ajoute que la moindre des choses, c'est de citer ses sources.

Il demande à Virginie GUILLET et Catherine ANGELIN d'expliquer les erreurs et discordances.

Virginie GUILLET atteste que Clément DUBOIS fait une confusion entre le budget et la subvention du CCAS, ce ne sont pas les mêmes chiffres et du coup les ratios donnés sont faux.

Catherine ANGELIN explique que Clément DUBOIS a affirmé dans son discours que *« les familles constatent l'augmentation des tarifs – cantine, périscolaire – sans amélioration visible des services »* alors que les tarifs n'ont augmenté que 2 fois et faiblement en 2017 et 2023, et cette dernière, en raison de la hausse des coûts du gaz, de l'énergie, et du rattrapage imposé par le prestataire (Sodexo) dans le cadre de la pandémie du COVID.

Monsieur le Maire retient au final que le texte lu par Clément DUBOIS est un copier/coller, ce que Clément DUBOIS ne nie plus.

Votes : POUR : 24 ; ABSTENTION : 2 (Olivier CHEVASSUT et Clément DUBOIS)

délibération n° 24/25 : Subvention d'investissement- Les Halles de Valentina

Vu le programme Petites Villes de Demain

Vu la délibération n°37/23 du Conseil Municipal du 29 novembre 2023 approuvant la convention d'aides aux entreprises avec la Région AURA

Vu la délibération n° 38/23 du Conseil Municipal du 29 novembre 2023 approuvant le règlement d'attribution d'aides aux entreprises

Dans le cadre de l'opération de redynamisation du commerce de centre-ville , menée en partenariat avec la Région Rhône Alpes Auvergne et la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné , il est proposé d'approuver le versement d'une subvention afin d'aider au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, mise en place par la Région.

Cette aide financière concerne :

- le commerce de détail de fruits , légumes et produits frais : SAS LES HALLES DE VALENTINA –

Président : Brian SAMBITO, 11 place de la République – 38480 Pont de Beauvoisin

- Objet : Demande d'aide pour « l'installation d'une chambre froide et espace de stockage ; peintures pour l'ensemble de l'espace de vente soit 160 m2 »

MONTANT DE L'INVESTISSEMENT ESTIME	10 645.64 € HT
MONTANT DES TRAVAUX ELIGIBLES	9 999.00 € HT
Subvention Pont de Beauvoisin 38 (40%)	3 999.60 €

Il est proposé d'octroyer une subvention d'investissement de 3 999.60 € à la SAS LES HALLES DE VALENTINA , représentée par Brian SAMBITO, sous réserve de la production des justificatifs demandés

Débats : Monsieur le Maire précise qu'il s'agit des anciens locaux de la pharmacie.

Votes : adopté à l'unanimité des membres présents

délibération n°25/25 : Subvention d'investissement commerce- EURL ALP'PHOTO

Vu le programme Petites Villes de Demain

Vu la délibération n°37/23 du Conseil Municipal du 29 novembre 2023 approuvant la convention d'aides aux entreprises avec la Région AURA

Vu la délibération n° 38/23 du Conseil Municipal du 29 novembre 2023 approuvant le règlement d'attribution d'aides aux entreprises

Dans le cadre de l'opération de redynamisation du commerce de centre-ville , menée en partenariat avec la Région Rhône Alpes Auvergne et la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné , il est proposé d'approuver le versement d'une subvention afin d'aider au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente, mise en place par la Région.

Cette aide financière concerne :

- l'entreprise d'activités photographiques : EURL ALP'PHOTO – Gérant : Jean Louis MONTET, 2 rue Professeur Trillat – 38480 Pont de Beauvoisin

- Objet : Demande d'aide pour « la modernisation du matériel informatique et acquisitions de matériels professionnels »

MONTANT DE L'INVESTISSEMENT ESTIME	24 530.14 € HT
MONTANT DES TRAVAUX ELIGIBLES	23 940.14 € HT
Subvention Pont de Beauvoisin 38 (10%)	2 394.00 €
Subvention VDD	2 394.00 €
Subvention Région AURA	4 788.00 €

Il est proposé d'octroyer une subvention d'investissement de 2 394 € à l'EURL ALP'PHOTO – Gérant : Jean Louis MONTET, sous réserve de la production des justificatifs demandés.

Votes : adopté à l'unanimité des membres présents

délibération n°26/25 : Participation forfaitaire allouée par élève à l'école maternelle privée Jeanne d'Arc pour l'année scolaire 2024/2025

Monsieur le Maire rappelle que l'école Jeanne d'Arc a conclu, le 3 mai 2000, avec l'Etat, un contrat d'association à l'enseignement public, conformément à l'article L442-5 du Code de l'Education, et qu'elle a signé le 28 septembre 2000, avec la commune de Pont de Beauvoisin, une convention relative au versement d'une participation annuelle communale aux dépenses de fonctionnement des classes élémentaires de l'école privée Jeanne d'Arc.

Or la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance, a instauré l'instruction obligatoire dès l'âge de 3 ans et a modifié le Code de l'Education afin d'intégrer les dépenses de fonctionnement des écoles maternelles privées sous contrat dans le champ des dépenses obligatoires des communes.

Le forfait annuel pour l'année scolaire 2023/2024 qui s'élevait à 1350.18 € par élève de Pont-de-Beauvoisin (Isère) fréquentant l'école élémentaire Jeanne d'Arc, a été versé à l'établissement privé.

Pour l'année 2024/2025, compte tenu des dépenses constatées au compte administratif 2024, le forfait annuel par élève de classes maternelles, s'élève à 1572.67 €.

Il est proposé :

- De fixer le montant du forfait par élève de classe maternelle à 1572.67 € pour l'année scolaire 2024/2025, pour 24 élèves fréquentant l'école maternelle Jeanne d'Arc, ayant atteint l'âge de 3 ans et domiciliés à Pont-de-Beauvoisin.
- D'autoriser le Maire à verser la participation de 37 744.08 € à l'OGEC (association gérant l'école) sachant que cette somme est inscrite au Budget 2025.

Débats : Olivier CHEVASSUT considère que cela représente une forte augmentation de 15%.

Catherine ANGELIN répond que cette augmentation correspond à la hausse des prix du gaz mais aussi à une facturation sur une période plus longue.

Votes : POUR : 23 ; ABSTENTION : 3 (Dominique CHAIX, Olivier CHEVASSUT, Patrick FORAY)

délibération n°27/25 : Participation forfaitaire allouée par élève à l'école élémentaire privée Jeanne d'Arc pour l'année scolaire 2024/2025

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal, que le forfait annuel pour l'année scolaire 2023/2024 qui s'élevait à 498.01 € par élève de Pont-de-Beauvoisin (Isère) fréquentant l'école élémentaire Jeanne d'Arc, a été versé à l'établissement privé.

Il est nécessaire de procéder à une actualisation du calcul sur la base du coût de fonctionnement d'un élève de l'école élémentaire publique. Pour l'année 2024/2025, compte tenu des dépenses constatées au compte administratif 2024, le forfait annuel par élève, s'élève à 574.74 €.

Il est proposé :

- De fixer le montant du forfait par élève domicilié à Pont-de-Beauvoisin (Isère) des classes élémentaires de l'école Jeanne d'Arc à 574.74 € pour l'année scolaire 2024/2025, pour 39 élèves pontois.
- D'autoriser le Maire à verser la participation de 22 414.86 € à l'OGEC, sachant que cette somme est inscrite au BP 2025.

Votes : POUR : 23 ; ABSTENTION : 3 (Dominique CHAIX, Olivier CHEVASSUT, Patrick FORAY)

délibération n°28/25 : Convention de participation financière aux charges scolaires de Pont de Beauvoisin 2023/2024- classe ULIS

Monsieur le Maire expose que, parmi ses effectifs, l'Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire (ULIS) de l'école Lucien Morard de Pont de Beauvoisin accueille des enfants domiciliés sur d'autres communes.

Le coût de scolarisation à Pont de Beauvoisin a été évalué pour l'année scolaire 2022-2023 à 478.37 € par élève.

Or l'article L212-8 du Code de l'Education stipule que les communes de résidence des élèves ont l'obligation de participer aux frais de scolarité de la commune d'accueil.

En conséquence, la commune demande le versement par les communes de : Les Abrets en Dauphiné, Velanne, Saint André le Gaz, Saint Jean d'Avelanne, Merlas, Saint Bueil, la somme de 498.01 € par enfant fréquentant la classe ULIS de Pont de Beauvoisin.

Une convention fixera les modalités de participation financière avec chaque commune.

Il est proposé :

d'APPROUVER la demande de participation aux frais de fonctionnement de la classe ULIS auprès des communes de : Les Abrets en Dauphiné, Velanne, Saint André le Gaz, Saint Jean d'Avelanne, Merlas, Saint Bueil, et de fixer le montant de cette participation à 498.01 € par enfant pour l'année 2023-2024.

Débats : Dominique CHAIX demande pourquoi le forfait n'est pas identique à celui de Jeanne d'Arc. Catherine ANGELIN explique qu'il y a en effet un décalage d'un an en ce qui concerne la facturation des ULIS et le forfait Jeanne d'Arc, et ce depuis longtemps.

Votes : adopté à l'unanimité des membres présents

délibération n°29/25 : admissions en non valeur

Monsieur le Maire indique que la comptable n'a pu recouvrer, auprès des usagers des services municipaux, ou de particuliers, un montant total de titres de recettes de 84.33 € dû au titre de ces dernières années, réparti comme suit :

Liste 7699830033	objet	motif	montant
2022	Cantines	poursuites sans effet	20.40 €
2023	Cantines	poursuites sans effet	25.00 €
2023	Garderies	poursuites sans effet	8.60€
2023	Revenus des immeubles garage	poursuites sans effet	30.33
Montant total des titres			84.33 €

Il s'agit de recettes non recouvrées qui concernent le service de cantines et de garderies, et aussi des facturations, pour des raisons de procédures infructueuses de recouvrement tentées par Madame la Trésorière municipale. Celle-ci propose donc l'admission en non valeur des titres de recettes correspondants.

Il est proposé d'admettre en non valeur les titres de recettes présentés par le comptable pour un montant total de : 84.33 €.

Votes : adopté à l'unanimité des membres présents

délibération n°30/25 : Modification du règlement cantine et garderie

Monsieur le Maire informe qu'il convient d'apporter quelques adaptations aux règlements des services de cantine et garderie des école élémentaire et maternelle, suite aux problématiques rencontrées (inscriptions/désinscriptions, repas imprévus, dépassements horaires..)

VU l'avis favorable de la commission « affaires scolaire, petite enfance et jeunesse » du 5 juillet 2025, Il est proposé d'approuver les projets de règlement modifiés ci-annexés applicables dès la rentrée scolaire 2025-2026

Débats : Olivier CHEVASSUT demande les motifs de la modification du règlement.

Catherine ANGELIN répond qu'il s'agissait de revoir certains tarifs comme les imprévus, de traiter les cas d'impayés, les retards, les délais d'inscription décalés au samedi midi, principalement .

Dominique CHAIX considère que le tarif pour les repas imprévus (12 €) est cher. Elle était absente le jour de la réunion de la commission et aurait voté contre.

Virginie GUILLET précise qu'il s'agit de sanctionner les négligences (cas fréquents) et que le but est de dissuader.

Dominique CHAIX observe que la hausse des tarifs des garderies (en cas de retard) est également élevée.

Catherine ANGELIN explique que s'il n'y a pas de pénalités pour des parents qui répètent les retards chaque jour , cela pose des problèmes d'organisation.

Olivier CHEVASSUT dit qu'il y aura intérêt à voir si l'effet est dissuasif.

Catherine ANGELIN y est favorable.

Virginie GUILLET ajoute que la commune s'est inspirée de ce qui se pratiquait ailleurs (Aoste notamment).

Votes : POUR : 25 ; ABSTENTION : 1 (Dominique CHAIX)

délibération n° 31/25 : demande de subvention pour le renforcement de la voirie

Monsieur le Maire expose que l'état d'une partie de la voirie communale et de certains trottoirs nécessite leur remise en état (affaissement place Pr Trillat ; accotement route du Corbet ; trottoirs la Folatière, rue de l'Alpette, et Montée de la citadelle ; chemin de Reculfort)

C'est pourquoi la commune de Pont de Beauvoisin a décidé d'effectuer les travaux nécessaires.

L'enveloppe prévisionnelle des travaux est estimée à 52 826.60 € HT.

Plan de financement prévisionnel envisagé

Subvention du Département de l'Isère	26 413,00
Autofinancement	26 413,00
Total de l'opération HT	52 826,60

Afin d'atténuer la charge de cet investissement, la commune sollicite une aide financière auprès du Département de l'Isère.

Votes : adopté à l'unanimité des membres présents

délibération n°32/25 : Convention de mandat et participation financière pour la réalisation d'une étude opérationnelle -aménagements cyclables et modes doux de déplacement

Monsieur le Maire expose que dans le prolongement du programme « Petites villes de demain », les communes Pontoises Isère et Savoie ont décidé de réaliser une étude pré-opérationnelle concernant des aménagements cyclables et piétonniers sur le viaduc de la RD82M entre les 2 communes.

Ces aménagements ont pour objet la sécurisation et l'amélioration des déplacements sur cet axe structurant de liaison, entre la gare de Pont de Beauvoisin Isère et la ZA de la Baronnie sur Pont de Beauvoisin Savoie, très fréquenté.

L'étude pré-opérationnelle ayant été livrée , les communes de Pont de Beauvoisin Isère et Savoie ont décidé de lancé les études de maîtrise d'œuvre devant déboucher sur les travaux à réaliser.

Une consultation des entreprises a été lancée. Un candidat a été retenu : le montant de la mission s'élève à 29 800 € HT.

Une aide financière a été sollicitée auprès du Département de l'Isère.

La commune de Pont de Beauvoisin Isère assurant la maîtrise d'ouvrage du projet, il est nécessaire de conclure une convention entre les deux communes afin de déterminer les modalités administratives et financières de mise en œuvre du projet.

La participation de la commune de Pont de Beauvoisin Isère est fixée à 60% et celle de Pont de Beauvoisin Savoie à 40%.

Il est proposé :

D'APPROUVER la convention de mandat et de financement pour la réalisation d'une étude opérationnelle de maîtrise d'œuvre concernant des aménagements cyclables et piétonniers sur le viaduc de la RD82M entre les deux communes pontoises ,

D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que toute pièce y afférente

Débats : Michel GALLICE précise qu'il est vraiment dommage que la commune de PONT73, par son désengagement à réaliser les travaux, ait mis fin à ce projet, alors que l'étude a été réalisée. Notre commune ne peut donc aménager une piste cyclable qui se terminerait au milieu du pont.

Olivier CHEVASSUT et Clément DUBOIS demandent pourquoi avoir lancé les études puisque la Savoie s'est retirée.

Michel GALLICE répond que la commune de Pont Savoie avait validé le lancement et s'est retirée après la fin des études.

Olivier CHEVASSUT et Clément DUBOIS disent qu'on aurait pu modifier le DOB et le budget , en conséquence.

Michel GALLICE répond que ce n'était pas possible. La commune a appris leur retrait trop tardivement. Et les marchés d'études étaient lancés (pré-opérationnels et opérationnels).

Il exprime sa vive déception vu le temps passé et les subventions qu'on aurait pu obtenir.

Maintenant il s'agit de faire régler par Pont 73 sa participation sur les études payées par la commune.

Votes : POUR : 25 ; CONTRE : 1 (Olivier CHEVASSUT)

délibération n° 33/25 : Subventions aux associations pour 2025

CONSIDERANT les demandes d'associations reçues en mairie,
CONSIDERANT l'intérêt général poursuivi par les associations sollicitant la Commune,
VU les crédits prévus au Budget Primitif 2025,
VU l'avis de la commission Culture, Animation, Sport et Vie associative réunie le 11 juin 2025

Il est proposé d'attribuer les subventions de fonctionnement pour 2025 aux associations , comme suit :

Noms des associations	subventions 2025
ACADEMIE PONTOISE D'AIKIDO	200,00
ADMR	4 000,00
ADOLYMPIADES PRESSINS	500,00
AICA LES CHASSEURS UNIS	500,00
ALCA (Association loisirs créatifs et alphabétisation)	150,00
AMBRE SERVICES	1 500,00
AMI CYCLO PONTOIS	100,00
AMICALE DES DONNEURS DE SANG DE LA VALLEE DU GUIERS	100,00
AMIS DE LA COUNTRY (Les)	300,00
AMIS DU TOGO (LES)	400,00
ANACR- COMITE DE LA RESISTANCE	300,00
APEL COLLEGE JEANNE D'ARC	400,00
APEL ECOLE JEANNE D'ARC	500,00
APPRA (Amis philatélistes polaires)	50,00
AS LYCEE PAVAZ	100,00
ASPAE association pour la sauvegarde du patrimoine des Abrets et env.	100,00
ASPRA - ASSOC. SPORTIVE PONTOISE RETRAITES	300,00
ASSOCIATION JUMELAGE PONT ERBARCH	4 000,00
ATELIER MUSICAL PONTOIS	750,00
BADMINTON PONTOIS	200,00
BOXING CLUB PONTOIS	3 900,00
CAMPING-CARISTES DU COEUR	100,00
CAPTT (Chimilin Abrets Pont tennis de table)	500,00
CHŒURS DU GUIERS (LES)	500,00
CLUB AMITIES PONTOISES	600,00
COMITE DES FETES PONTOIS SAVOIE ET ISERE	850,00
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE ELEMENTAIRE (OCCE)	900,00
COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE MATERNELLE (OCCE)	900,00
CORPS ACCORD	300,00
ECHO DU GRENAND	50,00
EMMY FA SOL	200,00
ENRAGES DU BITUME (LES)	300,00
FNACA	200,00
FOYO SOCIO EDUCATIF COLLEGE LE GUILLON	300,00
LAEP GRAIN D'AILE (Familles rurales – fédération de l'Isère)	400,00
GROUPE FOLKLORIQUE LES MAGNAUDS	200,00
GYM FIT	800,00
GYM LA SENTINELLE	1 500,00
GYM PLUS SERENITE (GPS)	200,00
ISP BASKET (ISERE SAVOIE PONT)	6 000,00
JALMALV SAVOIE	400,00
JS POMPIERS	300,00
LA MAISON DES LYCEENS – Lycée Pravaz	200,00
MUSEE DE LA RESISTANCE	100,00
OBJECTIF IMAGE	500,00
PONTS TENNIS	1 200,00
PREMIER DE CORDEE	200,00
RESA	200,00
SAPEURS POMPIERS	500,00

LES SOEURETTES DU 38	100,00
Le SOUVENIR Français	350,00
SPORTS ET ANIMATIONS MULTIPLES	800,00
US PETANQUE PONT DE BEAUVOISIN	200,00
USP FOOTBALL	4 000,00
USP JUDO	2 000,00
USP NATATION	3 700,00
TOTAL	47 900,00

Sarah LADON et Sandra DURAFFOURG ne prennent pas part au vote

Débats : Sandra DURAFFOURG demande quel était le montant attribué en 2024.

Virginie GUILLET informe que l'on a versé 37 000 €. Pour cette année il y a eu beaucoup plus de demandes de subventions exceptionnelles.

Votes : POUR : 23 ; CONTRE : 1 (Patrick FORAY)

délibération n° 34/25 : Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire informe qu'il est nécessaire de modifier le tableau des effectifs du personnel communal afin de permettre l'avancement de grade par ancienneté des agents au titre de l'année 2025, et d'enregistrer les mouvements de personnel : départs, création de postes.

Il est proposé :

DE CREER :

- Un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe à temps non-complet 30 H hebdomadaire,
- Un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps non-complet 27,37 H hebdomadaire,
- Trois postes d'adjoint technique à temps non complet (26H, 26H, 31.74 H)

DE SUPPRIMER :

- Un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps non-complet 30 H hebdomadaire,
- Un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps non-complet 27,37 H hebdomadaire,
- Un poste d'agent spécialisé principal de 1ère classe à temps non-complet 32H hebdomadaire,
- Un poste d'assistante de conservation du patrimoine et bibliothèques de 1ère classe

DE MODIFIER comme suit le tableau des effectifs :

GRADES OU EMPLOIS	CAT	EFFECTIFS BUDGETAIRES (avant)	EFFECTIFS BUDGETAIRES (après)	Dont : TEMPS NON COMPLET
FILIERE ADMINISTRATIVE		8	8	2
Attaché hors classe	A	1	1	0
Rédacteur	B1	1	1	0
Adjoint administratif Principal 1ère classe	C3	1	2	2
Adjoint administratif Principal 2ème classe	C2	1	0	0
Adjoint administratif	C1	4	4	0
FILIERE TECHNIQUE		11	13	6
Agent de maîtrise	C1	1	1	0
Adjoint technique Principal 1ère classe	C3	6	6	2
Adjoint technique Principal 2ème classe	C2	1	0	0
Adjoint technique	C1	3	6	4

FILIERE SOCIALE		3	2	2
ATSEM Principal 1 ^{ère} classe	C3	3	2	2
FILIERE CULTURELLE		2	1	0
Assistante de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 1 ^{ère} classe	B	1	0	0
Adjoint du patrimoine principal 1 ^{ère} classe	C3	1	1	0
FILIERE POLICE MUNICIPALE		1	1	0
Brigadier-chef principal	C	1	1	0
TOTAL GENERAL		25	25	10

Votes : adopté à l'unanimité des membres présents

Décisions du maire :

-DECISION DU MAIRE n° 5 /2025 du 10/04/2025 : acceptation de l'indemnisation d'une dégradation commise sur la voie publique

Le Maire de la commune de Pont de Beauvoisin

CONSIDERANT qu'un choc de véhicule a endommagé un panneau de signalisation routière situé 20, place de la République à 38480 Pont de Beauvoisin le 02-04-2025,

CONSIDERANT qu'un remboursement pour les travaux de remise en état au profit de la commune doit être effectué,

D E C I D E d'accepter le remboursement de 141€ de la part de l'entreprise MINERIS suite à la dégradation sur la voie publique du 02-04-2025 à 38480 Pont de Beauvoisin.

-DECISION DU MAIRE n° 6 /2025 du 30/04/2025 : acceptation de l'indemnisation d'une dégradation commise sur la voie publique

Le Maire de la commune de Pont de Beauvoisin

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-22,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 28/20 du 18/06/2020 portant délégations de pouvoirs au maire,

CONSIDERANT que des plants de fleurs ont été volontairement détériorés dans les jardinières situées rue Alexandre Dumas à Pont de Beauvoisin Isère, le 01/09/2024,

CONSIDERANT qu'après dépôt de plainte de la commune, le Tribunal judiciaire, par jugement du 27/01/2025, a condamné l'auteur des faits, Madame SENOUSSE Ahnen, à verser à la commune la somme de 256.06 € au titre du préjudice subi

D E C I D E d'accepter le remboursement de la somme de 256.06 €, à Madame SENOUSSE Ahnen suite à la dégradation sur la voie publique commise le 01/09/2025 à 38480 Pont de Beauvoisin.

-DECISION DU MAIRE n° 7/2025 du 07/05/2025 : acceptation de l'indemnisation d'une dégradation commise sur la voie publique

Le Maire de la commune de Pont de Beauvoisin

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-22,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 28/20 du 18/06/2020 portant délégations de pouvoirs au maire,

CONSIDERANT qu'un choc de véhicule a endommagé un potelet situé 7, place de la République à 38480 Pont de Beauvoisin le 07-05-2025,

CONSIDERANT qu'un remboursement pour les travaux de remise en état au profit de la commune peut être obtenu,
CONSIDERANT que l'entreprise SAS PERROUSE CONSTRUCTIONS, propriétaire du véhicule, a reconnu les faits et accepte de procéder au dédommagement de la commune,

D E C I D E d'accepter le remboursement de 193,38€ de la part de l'entreprise SAS PERROUSE CONSTRUCTIONS suite à la dégradation sur la voie publique du 07-05-2025 à 38480 Pont de Beauvoisin.

-DECISION DU MAIRE n° 8/2025 du 04/06/2025 contrat de location d'un garage – 15 rue Joseph Chaboud

Le Maire de la commune de Pont de Beauvoisin

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-22,
VU la délibération du Conseil Municipal n° 28/20 du 18/06/2020 portant délégations de pouvoirs au maire
CONSIDERANT que la commune a fait l'acquisition d'un second garage, située 15 rue Joseph Chaboud à Pont de Beauvoisin, destiné à être démoli, dans la perspective de désenclavement de cette voie menant à la nouvelle maison médicale, et de rénovation du quartier
CONSIDERANT la demande de Monsieur et Madame DUARTE Fernando et Janine pour occuper ce local de manière temporaire,
CONSIDERANT que la commune n'a pas encore envisagé la démolition de ce garage,

D E C I D E

Article 1 : de conclure un contrat de location temporaire avec Monsieur et Madame DUARTE Fernando et Janine, d'un garage de 20 m², situé 15 rue Joseph Chaboud à Pont de Beauvoisin, pour une durée d'un an à compter du 4 juin 2025.

Article 2 : la location est consentie moyennant un loyer mensuel de 60 €.

Le Conseil Municipal prend acte de ces décisions

Informations :

Eric PHILIPPE fait un point sur la sécurité des abords de la médiathèque et du parc derrière la mairie. Il informe que suite à des plaintes répétées d'habitants pour des nuisances sonores en particulier le soir, des incivilités, abandons de déchets, etc...la commune a fait appel aux services d'un agent de sécurité. Il s'agit de prestations réalisées à la demande - et en tout cas pour une période limitée- et payées sur facture; et non du recrutement d'un agent municipal. (Cout : 110 € par soirée - durée 3 heures). L'agent de sécurité rend compte au Maire-Adjoint à la sécurité de chaque intervention réalisée. Il s'agit avant tout de médiation.

En ce qui concerne la communication de cette action, un article de presse est paru le 1^{er} juin 2025 mais la commission de sécurité avait été informée le 25 mai 2025. Or le Conseil Municipal s'est déroulé le 10 avril. Donc ce dernier n'a pas pu être informé en amont.

Olivier CHEVASSUT aurait souhaité un mail d'information pour tous dès le 26 mai 2025.

Eric PHILIPPE répond qu'il n'y a pas d'obligation. Il conclut qu'il y a un clivage sur les questions de sécurité. La commune a une vingtaine de caméras qui permettent d'apaiser la population et aident à résoudre des affaires voire à récupérer des sommes importantes en matière de dégradations sur la voie publique (environ 30 000 €).

Clément DUBOIS dit que ça ne fait pas la prévention.

Monsieur le Maire confirme que les caméras ne règlent pas tout. Cependant de plus en plus de communes, y compris les petites, y passent. Il a reçu une pétition, est souvent interpellé par les habitants du quartier qui n'hésitent pas non plus à se plaindre auprès de la gendarmerie pour les nuisances diverses subies.

Tirage au sort des jurés d'assise pour 2026

Remerciements de Monsieur le Maire :

- À Eric PHILIPPE et Jean Claude VILLAIN pour leur présence à l'école maternelle suite à une menace proférée à l'encontre d'un enseignant.
- À Catherine ANGELIN pour le remplacement d'un personnel absent à la garderie de l'école maternelle pendant plusieurs jours et sa participation à la cantine avec des parents d'élèves afin de faire le service des repas.

- Virginie GUILLET et Eric PHILIPPE pour l'appel des seniors pour le plan canicule

Informations :

- Catherine ANGELIN : information sur la lutte contre le frelon asiatique – Pour la destruction de nids, il ne faut pas appeler l'entreprise mais faire une déclaration sur le site de GDS qui se charge d'envoyer un prestataire conventionné.
- Dominique CHAIX : brocante du club des Amitiés pontoises prévue le 27/07/2025

Question diverses :

➤ **Olivier CHEVASSUT**

Le 1er juin dernier, comme d'autres conseillers municipaux, j'ai appris par voie de presse qu'un agent de sécurité avait été recruté par la mairie suite à des doléances de riverains par rapport à une augmentation des incivilités en centre-ville notamment sonores.

Par quel type de contrat cet agent a-t-il été recruté ? Pour combien de temps, et sur quels horaires ? Combien est-il rémunéré ? Un premier bilan de son action a-t-il été fait ? Selon quels critères ?

La réponse a été apportée par Eric PHILIPPE (voir SUPRA dans les informations).

➤ **Dominique CHAIX**

Lors du conseil d'école du 10 juin 2025 à l'école maternelle, plusieurs demandes ont été réitérées par la directrice à propos des problèmes de sécurité qui avaient déjà été évoqués en juin 2024 et mars 2025) :

- *Mise en place d'un système d'alerte attentat-intrusion*
- *Pose de volets roulants sur l'issue de secours de la 3^{ème} classe*
- *Réparation des volets roulants*

Comme vous pouvez le constater sur la capture d'écran des 3 derniers conseils d'école, les réponses sont toujours les mêmes (coût trop élevé, pas envisagé sur le budget 2025, difficultés pour se procurer des pièces...) Comment peut-on répondre seulement par la négative à des questions touchant la sécurité sans que le sujet n'ait été abordé lors de l'étude et du vote du budget ?

Catherine ANGELIN apporte les réponses suivantes : Pour le volet de la classe, les services techniques ne parviennent pas à trouver un bouton qui corresponde au volet. L'installateur ne répond pas à nos demandes, même faites par courrier (mise en demeure).

Quand les réparations sont possibles, ex : salle de motricité où 2 volets sur 6 sont en panne, les pièces (moteur) sont commandées et seront installées pour la rentrée.

L'issue de secours de la 3^{ème} classe ne dispose pas d'un volant roulant mais un rideau intérieur permet quand même de masquer la visibilité.

La réactualisation du PPMS vers un nouveau PPMS unifié (attentat-intrusion et risques majeurs) pour les établissements scolaires a été mise au point, cette année pour Pont, par La Direction des Services de l'Education Nationale. Dans le dispositif proposé, les cornes de brumes sont un moyen de prévention, ce dont l'école est équipée. Catherine ANGELIN s'est renseignée à la demande de la directrice pour un système qui était assez onéreux mais pas forcément performant, il ne règle qu'une partie du problème puisque son désir est d'entendre le système dans la cour mais lorsque les enseignants sont dans la cour, ils ne peuvent pas déclencher l'alerte, les boutons d'appels étant dans les classes. Suite au dernier conseil d'école, M. Reynaud (DDEN, délégué départemental de l'éducation nationale) a indiqué une solution plus mobile proposée dans certaines communes. Catherine ANGELIN a alors pris contact avec une mairie concernée, puis avec la société pour ce type de système plus approprié. Les devis sont faits (début juillet 2025) et seront proposés au budget 2026, avec recherche de financements.

La pose d'un volet roulant n'est pas prévue au budget 2025 certes, mais le changement des sols des trois classes et de la salle de garderie ont été budgétés, ils seront changés cet été. Une partie de la cour va être mise en herbe et des arbres plantés cet automne. Les dernières années ont vu l'ensemble des classes équipées de vidéo projecteurs interactifs et la mise en place d'un espace numérique de travail.

Les demandes de remplacements des ATSEM absentes ont toutes été prises en compte sur le temps scolaire et des élus ont pallié le périscolaire. Les trois dernières semaines avant les vacances, des élus se sont rendus midi et soir aux sorties de l'école pour rassurer l'équipe enseignante suite à des menaces reçues. Preuve en est que la municipalité n'est pas indifférente ni la sécurité, ni au bien-être à l'école.

D'ailleurs, dans les PV, la Directrice de l'école remercie les élus pour leur collaboration.

➤ **Clément DUBOIS**

1. Priorités d'investissement et aménagement du territoire

Quelle est la pertinence de proposer un aménagement du viaduc, projet ultra coûteux, et dont la pertinence reste à démontrer, alors même que le centre-ville et les commerces sont en désuétude ?

Ne serait-il pas plus judicieux, à moyen terme, d'envisager d'autres types d'aménagements pour améliorer l'accès à la commune et soutenir le tissu commercial local ?

La réponse à la 1^{ère} question a été apportée supra.

Michel GALLICE demande à Clément DUBOIS quelles sont ses idées pour améliorer les accès et soutenir le commerce.

Clément DUBOIS répond que l'on pourra en parler.

Monsieur le Maire ajoute que la commune apporte des soutiens aux commerces existants et/ou qui s'installent au travers de subventions versées, comme exposé dans les 1^{ères} délibérations (action de soutien aux commerces dans le cadre de Petites villes de demain). Il rappelle qu'un nouveau commerce les Halles de Valentina a ouvert récemment place de la République en lieu et place de la pharmacie.

2. Invitations institutionnelles et représentativité des élus

Quels sont les critères retenus pour inviter les élus aux événements organisés par la commune (pose de première pierre, inaugurations de centrales photovoltaïques, remises de chèques à des commerçants, remise de prix à des apprentis etc.) ?

Pourquoi tous les élus du conseil municipal ne sont-ils pas systématiquement conviés à ces moments officiels ?

Michel GALLICE répond que l'agent qui s'est occupé des invitations pour la remise des prix a oublié en effet les conseillers. Pour la centrale photovoltaïque, Monsieur Dubois était présent.

Clément DUBOIS précise qu'il avait été invité par un technicien des VDD et que lors des événements certains élus sont invités mais pas tous. Mme Boisson et M. Philippe étaient invités par les VDD l'un en tant que membre de la commission en charge du photovoltaïque et l'autre, comme membre de la commission finances.

3. Gestion de la circulation et expérimentation

Comment a été initiée l'expérimentation du nouveau sens de circulation ?

Sur quels critères objectifs, et par le biais de quelle méthode cette expérimentation a-t-elle été évaluée ?

Pour quelles raisons y a-t-il été mis fin, et selon quels éléments d'évaluation objectifs ?

Michel GALLICE indique que l'expérimentation a été réalisée suite à l'étude mobilités lancée dans le cadre de Petites Villes de Demain. Les commerçants se sont plaints très vivement (baisse de la fréquentation des clients et perte de chiffre d'affaires importante due au sens unique). En ce qui concerne l'aménagement de la place de la République, une file de voiture se formait rapidement. Des personnes, des conducteurs ont réagi violemment, des commerçants aussi.

Olivier CHEVASSUT dit qu'une réflexion devrait être menée avec Pont Savoie.

Michel GALLICE est tout à fait d'accord. Il faudrait une étude globale sur le plan de circulation. Beaucoup de temps y a été consacré avec les élus de Savoie. Mais il y a eu un refus.

Clément DUBOIS relève qu'il n'y a pas eu d'éléments objectifs pour arrêter cette expérimentation. Cependant la suppression des feux est une bonne chose.

Olivier CHEVASSUT ajoute qu'elle aurait dû durer plus longtemps.

Michel GALLICE rappelle qu'il a consulté par mail les élus de la commission mais il n'a pas eu de retour. Il aurait pu effectivement consulter tout le Conseil Municipal. A ce stade, il y aura de petits aménagements.

Pour les crédits non utilisés, il y aura lieu d'organiser un débat.

4. Recours à la sécurité privée en centre-ville de Pont De Beauvoisin

Quels éléments ont conduit à l'embauche d'un agent de sécurité privée, alors même que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) encadre strictement ce recours ?

Pourquoi les élus — en particulier ceux ne siégeant pas à la commission sécurité — ont-ils été mis devant le fait accompli et informés uniquement par voie de presse, s'agissant d'une décision touchant à la sécurité publique ?

Quels sont les critères objectifs qui ont justifié une telle décision ?

Comment expliquer une telle orientation sécuritaire alors que les caméras de vidéosurveillance se sont multipliées sans effet notable sur le cadre de vie, et que jamais les habitants ne se sont autant plaints de leur quotidien ?

La réponse a été apportée en début de Conseil Municipal. Et M. Le Maire réitère le fait qu'il ne s'agit pas d'une embauche mais d'un contrat.

5. Communication institutionnelle et liberté d'expression

Comment Monsieur le Maire appréhende-t-il la question de la liberté d'expression et de la communication dans la commune ?

Comment justifie-t-il la censure exercée sur les réseaux sociaux municipaux, à travers le blocage de comptes de citoyens ou de collectifs concernant la politique municipale ? Comment expliquer qu'un collectif citoyen puisse être écarté de l'espace public numérique par ce qu'il propose une autre vision politique ?

Jeff MILLON gère les réseaux sociaux de la commune. Un soir, notre site facebook a reçu 15 notifications à la suite, de la part du « collectif pontois 2026 » mené entre autres par Clément DUBOIS. Des commentaires sont ainsi déposés, à destination du collectif sur la page facebook de la mairie avec un lien vers le collectif. Donc Monsieur Dubois utilise le réseau de la commune pour son collectif politique.

Clément DUBOIS se plaint d'avoir été bloqué .

Jeff MILLON confirme qu'il a effectivement été bloqué personnellement puisqu'il utilise le réseau de la ville à des fins personnelles.

Michel SERRANO rappelle qu'il est interdit de faire campagne sur le site et réseaux sociaux de la commune qui sont réservés à des informations d'ordre général et non politiques.

Clément DUBOIS répond qu'il ne fait pas campagne.

6. Relations avec les élus

Comment Monsieur le Maire justifie-t-il qu'aucune réponse ne soit jamais apportée aux questions écrites posées par des élus en marge des conseils des adjoints ?

Des réponses sont apportées même si ce n'est pas lui qui y répond directement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h50.

La Secrétaire de séance

Catherine ANGELIN

Le Maire

Michel SERRANO